



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale
d'autorité environnementale Hauts-de-France
après examen au cas par cas
sur la mise en compatibilité
du plan local d'urbanisme de Bapaume (62)
dans le cadre d'une déclaration de projet
pour la création d'un équipement cinématographique**

n°GARANCE 2018-3068

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 modifié, portant nomination des membres de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes), déposée le 31 octobre 2018 par la communauté de communes du Sud-Artois, relative à la mise en compatibilité, dans le cadre d'une déclaration de projet pour la création d'un équipement cinématographique, du plan local d'urbanisme de Bapaume (62) ;

Vu la décision tacite de soumission à évaluation environnementale du 1^{er} janvier 2019 ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 27 novembre 2018 ;

Considérant que la mise en compatibilité, qui a pour objet de permettre la réalisation d'un équipement cinématographique et de déplacer une frieterie existante actuellement localisée sur le site du futur cinéma, consiste à classer en zone urbaine (UCa et UB) environ 7 100 m² de terrains actuellement classés en zone naturelle ;

Considérant la présence à plus de 15 km du secteur de projet de deux sites Natura 2000, la zone spéciale de conservation FR2200357 « moyenne vallée de la Somme » et la zone de protection spéciale FR2212007 « étangs et marais du bassin de la Somme », et à plus de 10 km de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique n°220013968 « vallée de l'Ancre entre Beaumont-Hamel et Aveluy et cours supérieur de l'Ancre », qui ne seront pas impactés ;

Considérant l'absence de zonage d'inventaire environnemental sur le site du projet ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

La décision tacite de soumission à évaluation environnementale du 1^{er} janvier 2019 est retirée et remplacée par la présente décision.

Article 2

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la mise en compatibilité, dans le cadre d'une déclaration de projet pour la création d'un équipement cinématographique, du plan local d'urbanisme de Bapaume, présentée par la communauté de communes du Sud-Artois, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 3

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 4

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier de consultation du public.

Fait à Lille, le 10 janvier 2019,

Pour la mission régionale
d'autorité environnementale
Hauts-de-France
sa Présidente



Patricia Corrèze-Lénée

Voies et délais de recours

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux formé dans les mêmes conditions. Les recours gracieux doivent alors être adressés à :

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale
DREAL Hauts-de-France
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE CEDEX

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.